Zeitschrift: Histoire des Alpes = Storia delle Alpi = Geschichte der Alpen
Herausgeber: Association Internationale pour l'Histoire des Alpes
Band: 7 (2002)

Artikel: Les Alpes comme musée d'histoire comparative
Autor: Perona, Ersilia Alessandrone
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-8409

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LES ALPES COMME MUSÉE D'HISTOIRE COMPARATIVE

Ersilia Alessandrone Perona[1]

Zusammenfassung

Die Alpen als Museum der vergleichenden Geschichte

Obwohl das Ende des Kalten Kriegs und der Sowjetunion die Formen und Inhalte der nationalen historischen Museen tief greifend verändert haben, behalten diese eine sehr wesentliche pädagogische und öffentliche Funktion. Sie besteht darin, sich von den Gefahren der politischen Instrumentalisierung von Geschichte zu befreien und nach neuen Wegen zu suchen, die Museen der historischen Forschungspraxis anzunähern. Die Berücksichtigung des Territoriums als Stätte von Spuren der Vergangenheit fügt sich in diese Optik ein. Sie muss von neuen Interpretationszentren begleitet werden, welche den Benutzenden die Kenntnis der im Territorium sichtbaren Fragmente erleichtern. Auf diese Weise haben es einige Initiativen erlaubt, die langfristige Nutzung des Territoriums zu rekonstruieren und die Besonderheiten der alpinen Kulturen darzustellen. Man denkt hier besonders an Initiativen in den Westalpen und im Piemont.

Parmi les conséquences secondaires de 1989, l'on peut compter le renouveau de l'intérêt pour les musées d'histoire nationale: un résultat imprévisible, voire même opposé à celui que l'on pouvait s'y attendre. La fin du «siècle des idéologies» semblait impliquer aussi l'abandon de toute représentation symbolique liée à des systèmes politiques désormais finis.
Ce virement a eu lieu, en effet, de manière spectaculaire: tout le monde a pu observer en directe dans les émissions télévisées les manifestations popu-

laires de Moscou et de Berlin où la foule abatta les statues de Lénine et de Staline et amena le drapeau rouge; des gestes qui ont été suivis par le changements de la toponymie et par le démantèlement des musées d'histoire nationale et du mouvement ouvrier.

Tout en modifiant les contenus et les formes, de tels phénomènes n'ont toutefois pas compromis la fonction pédagogique et le rôle public des musées historiques qui, loin de disparaître, se sont adaptés aux nouvelles réalités en voie de définition.

Les changements politiques dans de nombreux pays européens, la mise en place, dans d'autres, de formes de décentralisation et le développement de l'unité européenne ont donné lieu à une nouvelle génération de musées.

La nouveauté ne se limite pas aux contenus; elle concerne aussi les languages et les formes de communication qui, par ailleurs, ont subi un renouvellement rapide au cours des années 1980 grâce aux nouvelles technologies.

Les transformations touchent aussi la gestion culturelle et administrative ainsi que les modes de financement des musées qui s'avoisinent de plus en plus au modèle de l'entreprise mixte. Ce modèle, expérimenté en Allemagne, en Angleterre et en France, a placé les «vieux» musées face à la nécessité de se renouveler du point de vue des contenus et des méthodes. De nombreux parmi eux l'ont fait ou sont en train de le faire avec des résultats forts différents, chacun constituant un véritable *case study.*

De nombreuses analyses ont été dédiées à ces innovations. La nécessité de solliciter la participation d'un grand nombre de visiteurs, avec toutes les conséquences qu'une telle logique du marché implique, a posé le problème du public *consommateur* et du *musée de masse:* un oxymoron selon certains, qui s'ajoute à la difficulté de départ de concilier le terme *musée* avec celui d'*histoire.*

C'est justement sur ce terrain que se joue le défi le plus important. En raison du rapport du musée avec la politique – thème fondamental auquel l'Association internationale des Musées d'Histoire a dédié le congrès de Québec de 1998 – il importe de se confronter au problème de l'autonomie et des fondements scientifiques de la représentation de l'histoire.

En d'autres termes, si l'on admet que l'existence du musée ne peut pas être dissociée du consensus politique, il en suit la nécessité de s'affranchir, dans la mesure du possible, des risques de l'utilisation politique de l'histoire – la

simplification excessive et la propagande en premier lieu – et de garantir un espace de liberté dans le rapport avec la recherche scientifique.

Ce rapport implique le choix d'une approche adéquate, compatible avec la représentation muséographique; celle comparative semble être l'une des plus efficaces car elle met en évidence la complexité des cas grâce au croisement des points de vue, présentés de façon simultanée ou illustrés à travers une série d'expositions sur le même thème et selon perspectives diverses. Il s'agit d'une méthode qui a déjà fait ses preuves et a démontré son efficacité.

Mais les difficutés pour les musées de la nouvelle génération ne se limitent pas aux rapports avec la politique et l'historiographie qui d'ailleurs ont déjà été abordés à plusieurs reprises dans de nombreuses analyses dans les années 1980 et 1990. La nouveauté est représentée par le changement des cadres sociaux de la mémoire, à travers lesquels émerge une discontinuité qui n'avait pas été perçue durant la seconde moité du XXe siècle. Si la *génération* est caractérisée par une rupture symbolique de nature culturelle et non pas biologique, l'«avènement d'une conscience générationnelle» (Pierre Nora) marquant la fracture actuelle peut être attribuée à la révolution globale de l'économie et des techniques de communication. Celles-ci établissent désormais un horizon virtuel immense, se projetant vers le futur et très loin des mémoires du «siècle court» qui a nourri les générations précédentes.

Cependant, le devoir de transmettre une tradition civique n'a pas disparu, peut-être puisque ce devoir fait partie de la culture et de la mentalité des «vieilles» générations.

Mais de quelle façon peut-on combler l'écart? Par quels moyens peut-on rapprocher les citoyens qui sont de plus en plus «nouveaux», non pas seulement par leurs intérêts mais aussi par leur origine géographique?

En Italie, les musées d'histoire nationale doivent se confronter à ces problèmes généraux. En outre, ils doivent tenir compte des lourds conditionnements politiques qui ont marqué leur existence dès la formation de l'État national. La prolifération des musées du Risorgimento, encouragée par la classe dirigeante libérale qui détenait le pouvoir après avoir réalisé l'unification du pays, n'a pas été suivie par un symbolisme équivalent. Tout en répondant à une exigeance sociale, la présentation de la Première guerre mondiale dans le musée de Rovereto (1921) fut rapidement l'objet de querelles politiques et diplomatiques, puis d'un contrôle rigoureux et de manipulations de la part

du fascisme. Par les adaptations nécessaires, ce dernier confia sa propre représentation de l'histoire nationale aux musées du Risorgimento, considérés comme étant les lieux de la légitimation symbolique.
Même la résistance a amplement eu recours à cette référence car elle n'a pas obtenu le consensus politique nécessaire à la réalisation d'un musée historique pouvant la représenter dans tous ses aspects.
Sur le plan des représentations symboliques, les différences entre l'Italie et les autres pays européens occupés par le Troisième Reich sont évidentes. Dans ces derniers, après la guerre on a assisté à un processus d'absolution et de reconciliation nationale que Peter Lagrou a défini «la nationalisation» de la mémoire. En France, par exemple, le guide de Joly-Gervereau a recensé en 1996 plus de 60 musées dédiés à la résistance et à la déportation, alors qu'en Italie le chiffre est beaucoup moins significatif. De plus, les premiers et les plus importants de ceux-ci (le Musée de via Tasso à Rome, le Monument-Musée au déporté de Carpi, la Rizière de San Sabba à Trieste, la maison des frères Cervi à Gattatico) ont été moins conçu comme des musées historiques que comme des mémoriaux. Ainsi, ils ont eu recours au language du deuil, à savoir le language le plus traditionnel et le plus acceptable pour une communauté dont les mémoires ont été si profondement divisées (Jay Winter).
L'Italie compte néanmoins 64 Instituts d'histoire de la résistance, créés dès 1947 par les ex-maquisards afin de récolter et de conserver les archives du mouvement de libération. Liés dès le début aux personnages unissant les compétences des historiens professionnels à l'engagement politique et civil, ils ont dû se confronter avec les techniques de conservation du patrimoine et avec la recherche scientifique.
À travers un travail assidu et discret destiné avant tout aux chercheurs et aux enseignants, les Instituts peuvent actuellement démontrer d'être de véritables musées pour le grand public: «musées de documents» en raison de la récolte de mémoires volontairement livrées sous la forme de documents militaires et politiques, mais aussi de collections de journaux et de photographies, de témoignages écrits et audiovisuels, de films, reportages et fictions.
Autour de ce patrimoine s'est développée une recherche historique qui a élargi son domaine au XXe siècle et à l'histoire sociale des territoires concernés. Elle consente de définir les Instituts non pas seulement comme des lieux à la disposition des chercheurs mais aussi comme des musées-laboratoires pour un public plus ample: des musées *sui generis* qui par leurs collections ne se

veulent pas des lieux de la représentation unilatérale et paradigmatique, mais des centres où les visiteurs sont invités à suivre des parcours multiples et complexes à travers les documents.
Il s'agit, dans la mesure du possible, de soustraires le musée aux risques de la propagande et de le rapprocher à la pratique de la recherche historiographique. La technologie informatique consente actuellement de faciliter l'accès aux grandes séries de documentation, voir même de les rendre plus attrayantes grâce aux pratiques interactives. Un patrimoine qui dans le passé était à la portée uniquement des chercheurs est désormais à la portée d'un public non spécialisé.
Un tel projet est en phase de réalisation à Turin grâce à la création d'une structure destinée à accueillir *l'Istituto piemontese per la storia della resistenza e della società contemporanea* et *l'Archivio nazionale cinematografico della resistenza* avec leurs riches collections et avec un aménagement et des instruments pouvant satisfaire les exigences que l'on vient d'exposer.
Certes, un tel projet peut paraître à première vue trop «intellectuel». En effet, la prétention de remplacer la suggestion des représentations riches et spectaculaires avec quelques objets et quelques images évocatrices, destinées à inviter le visiteur au parcours virtuel entre histoire et mémoire peut être interprétée comme une forme plus sophistiquée de la pédagogie des Lumières dont sont issus les musées d'histoire. On peut répondre qu'une telle matrice fait toujours partie de l'institution, mais pour lui redonner de la vie il est nécessaire de l'interpréter avec un esprit critique, en ayant présent à l'esprit la transformation du public et des perceptions du passé.
Mis à part les témoins de moins en moins nombreux, aujourd'hui il n'y a pas de proximité temporelle et émotive par rapport aux événements de la Seconde guerre mondiale, de la résistance et de la déportation. Dans le meilleur des cas, il n'y a qu'un rapport de curiosité. À la curiosité, qui est un prérequis de la connaissance, il vaut mieux d'offrir des réponses articulées et complexes. D'ailleurs, on ne peut pas nier que le rapport physique avec des milieux et des objets particuliers a encore toute sa valeur pour toute catégorie de public. Peut-on sauvegarder un tel contact dans notre «musée de documents»? Et de quelle manière?
La réponse à la première question est affirmative. Mais pour atteindre l'objectif il faut sortir du musée, renoncer à la *mimesis,* à savoir à la pratique de reconstituer dans un endroit clos symbolique des lieux, des situations, des

événements. Ceux-ci seront recherchés sur le territoire et reliés en réseaux au musée-laboratoire qui aura la fonction de centre de documentation et d'interprétation.

L'idée du territoire en tant que vaste dépôt de traces du passé a produit dans de nombreux pays européens une expérience riche et bien ancrée dans la création de musées. Il est superflu de rappeler l'évolution que ceux-ci ont connu au cours des dernières années, des musées *open air* jusqu'aux écomusées les plus récents. De nombreuses études ont été dédiées à cet argument, parfois critiques à l'égard de l'esprit nostalgique et des intérêts prioritairement touristiques de certains parmi eux.

Bien que pas exhaustif, dans l'économie de notre discours, le renvoi à de telles expériences est important. Dans notre optique il intéresse avant tout de:

- Reconnaître et déchifrer les traces que les événements historiques ont laissé sur le territoire;
- Comprendre leur signification dans le contexte local;
- Établir un rapport avec l'histoire générale.

En d'autres termes, il importe d'intérroger la *mémoire des lieux.* Il s'agit d'une opération de recherche historique qui peut se révéler aussi intéressante et productive que la récolte des messages intentionnels et sélectionnés des *lieux de la mémoire.* Ces derniers nous permettent de réfléchir, outre que sur leur signification intrinsèque, sur les processus sélectifs de la mémoire publique. La première opération nous met face à l'enchevêtrement complexe de la mémoire, des silences et des refoulements: sur la base de la reconstitution historique, elle nous amène à considérer le rapport entre mémoire et oubli.

Du point de vue du public, l'impact avec la dimension diachronique des lieux qu'il n'a perçus auparavant que dans leur aspect immédiat, induit un intérêt évident pour l'histoire. Il stimule la recherche du lien entre le présent connu et le passé inconnu, entre le particulier et le général, et montre des choses tangibles et visibles dans une dimension temporelle qui doit être explorée grâce à l'aide d'autres sources. À ce stade, le rapport avec un centre d'interprétation facilite le processus de connaissance chez les utilisateurs et leur permet de recomposer les fragments de leur savoir dans une perspective plus large et consciente.

La sélection des lieux à valoriser et à relier avec le centre d'interprétation doit répondre à un dessein général, de manière que leur reconnaissance puisse suggérer un cadre général. Si le choix de lieux éparses sur le territoire

répond à l'idée du territoire comme *musée diffus,* le choix d'aires géographiques étendues et homogènes met en jeu le concept, les ressources et les techniques de l'écomusée.
Un projet de ce type a été mis en marche en 1997 par la région de l'Emilia-Romagna. Il vise à la valorisation muséographique de la *Ligne Gothique,* le système de fortifications érigées par les Allemands le long de la ligne des Apennins, de la mer Adriatique jusqu'à la mer Tyrrhénienne qui, entre 1943 et 1945, coupa en deux parties l'Italie afin d'empêcher l'avancement des Alliés du sud de la péninsule.
Frontière militaire par excellence, son intérêt ne se limite pas à la complexité du système architectural et des produits manufacturés militaires ayant survécu et au témoignage des positions, des actions et des déplacements des armées qui se sont affrontées sur le terrain. En effet la Ligne Gothique, qui transforma en zone de frontière un territoire fortement humanisé, fut théatre des actions des maquis, des refoulements de populations, des représailles cruelles envers les civils. De nombreuses traces de ces événements sont encore visibles, de même que les multiples signes de la pitié des survécus – cimetières, monuments, pierres tombales. Des signes qui marquent le passage du front et que le projet régional souhaite préserver, afin de «créer à l'intérieur du plus ample système muséographique régional un réseau territorial qui mette en relation des musées historiques, des centres de documentation, des fonds d'archives et des collections d'institutions publiques et privées, en préparant des itinéraires thématiques adéquats.
Le choix de cette ligne de frontière interne permet de représenter à la fois la guerre de tranchée et les aspects les plus dramatiques de l'occupation allemande et d'utiliser les résultats de la vaste production historiographique des dernières années. On peut dire que le projet *Ligne Gothique* est né sur la base des nouvelles perspectives que l'historiographie et l'anthropologie ont ouvertes sur le problème des représailles, du rapport entre les maquis et les populations civiles, de la permanence d'une *mémoire non partagée* parmi les populations de l'après-guerre. Ce dernier aspect constitue un lien très fort avec le présent, car les traces de cette longue élaboration du deuil survivent à travers l'*héritage* de mémoires, transmis des témoins à leurs successeurs.
Un deuxième projet, indépendant du précédent, mais pour divers aspects similaire, concerne une autre frontière, externe dans ce cas, à savoir celle naturelle des Alpes occidentales qui sépare l'Italie de la France et de la

Suisse. Le projet a pris forme grâce à des expérimentations sur quelques parties du territoire piémontais menées dans les Provinces de Turin et de Cuneo, et aux congrès internationaux qui se sont tenus en 2000 et en 2001 à Turin et à Lyon organisés par l'*Istituto piemontese della storia della resistenza e della società contemporanea* et par le *Centre d'histoire de la résistance et de la déportation de Lyon:* «Per un museo del XX secolo» (Turin, 14–15 janvier 2000); «La résistance des deux côtés des Alpes» (Lyon, 26–27 janvier 2001); «Luoghi della memoria, memoria dei luoghi nelle regioni alpine occidentali. 1940–1945» (Turin, 7–9 mai 2001). Dans un cadre plus général, s'est aussi tenu le colloque «Europa e musei» (Torino, 5–6 avril 2001).

La recherche de traces de la persécution raciale, de la guerre et de la résistance sur ce vaste territoire implique de nombreuses opérations que l'on ne peut évoquer que d'une manière assez sommaire:

1. une prise en compte diachronique du développement du territoire alpin, du point de vue de la présence humaine;
2. un recensement des signes *intentionnels* et *non intentionnels* des événements (Alois Riegl);
3. un encadrement de tels signes dans la longue durée;
4. une attention particulière au rapport entre les vallées alpines et les villes (les *capitales alpines);*
5. *last but not least,* l'implication de toutes les régions transfrontalières, italiennes, françaises et suisses pour la création d'un musée diffus des Alpes occidentales.

La nécessité du premier point est évidente et pose les conditions pour l'étude des suivants. En effet, à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle les Alpes ont subi un processus de dépeuplement (amplement étudié par Raoul Blanchard) si profond qu'il rend difficile la comparaison entre les conditions des années 1930–1950 et celles actuelles. Par conséquent, il faut lire les traces résiduelles du peuplement alpin au milieu du XXe siècle comme les signes d'une géographie physique et humaine permettant de comprendre «le rôle matériel et symbolique non négligeable» que le milieu montagnard a eu par rapport aux événements considérés (Giuseppe Dematteis). D'autre part, c'est juste par la prise en compte de ces facteurs que le milieu alpin apparaît non pas comme une frontière rigide, mais plutôt comme une frontière perméable qui, au cours des siècles, a permis le transit des flux de travailleurs saisonniers et de l'émigration politique. Autour de la trans-

humance, des foires, de la contrebande s'est développée, dans la longue durée, une culture autochtone, indépendante par rapport aux frontières politiques, et qui a eu un rôle essentiel durant la guerre (Anne Marie Granet-Abisset).

C'est grâce à la survie de cette culture que l'on a pu retrouver les abris et les réseaux d'approvisionnement et de protection pour les soldats italiens rentrant de France et pour les maquis qui organisaient leur résistence. Il en va de même pour les voies du salut ouvertes aux prisonniers fuyant vers la Suisse et aux milliers de juifs persécutés qui, en 1938–1940 passèrent de l'Italie à la France par des voies de terres ou de mer; dès 1940 de la France à l'Italie, puis, après le 8 septembre 1943, de ces deux pays vers la Suisse.

Les traces résiduelles de tels passages se superposent à d'autres, plus anciennes, mettant ainsi en évidence, à travers leur sédimentation, les spécificités des cultures alpines.

Il en suit la nécessité d'insérer les événements de 1940–1945 dans la longue durée, non pas seulement en raison des particularités de l'histoire italienne du XXe siècle – le fascisme dès 1922, l'émanation des lois raciales en 1938 – qui établissent une continuité évidente avec la guerre et la déportation des juifs, mais aussi par les constantes culturelles bien plus anciennes que l'on a évoquées.

La diachronie permet aussi de constater que dans les périodes d'émergence le territoire récupère ses équilibres anciens, ses organisations stratégiques et productives ayant perduré durant des siècles: ainsi l'on a pu relever que les frontières du Piémont maquisard étaient en gros celles de la principauté avant 1713, et de même que les maquisards autonomistes de la vallée d'Aoste revendiquaient un territoire correspondant au Duché tels qu'il se configura après la séparation de la Savoie en 1792. Dans tel contexte, l'on doit placer aussi la récupération du rôle politique, économique ou militaire de la part de diverses villes alpines qui, dès le début du XXe siècle, l'avaient perdu suite à la transformation de Turin en métropole industrielle (Gianni Perona).

Le recensement des lieux que l'on a entrepris dans la perspective de réaliser le projet Interreg *La memoire des Alpes* se base sur ces prémisses méthodologiques et sur ces acquis historiographiques. L'un des aspects les plus intéressants du projet est sa dimension comparative. La comparaison scientifique que l'on a entrepris avec le colloque franco-italien «La résistance des

deux côtés des Alpes» et le colloque franco-italo-suisse «Luoghi della memoria, memoria dei luoghi nelle regioni alpine occidentali» a découvert des horizons révélateurs. Dans le premier, les regards croisés sur la période de l'occupation italienne a mis en évidence les perceptions de l'événement de la part des populations touchées et les conséquences qui s'en ensuivirent (par exemple l'afflux de juifs vers la zone occupée par les italiens qui suscitaient une certaine confiance). Dans le deuxième l'on a posé les bases pour ce qui pourra devenir un travail en commun. Du côté français, et maintenant aussi du côté italien, par le recensement des lieux significatifs on commence à entrevoir une représentation possible de l'histoire à travers les signes sur le territoire. Du coté helvétique, par contre, on constate l'émergence des «non-lieux»: en d'autres termes, l'on découvre l'absence d'une mémoire publique de la vaste opération d'accueil (mais aussi de refoulement) que la Confédération mit en place le long de ses frontières italiennes et françaises durant le conflit. Face à cet oubli l'on peut suppléer grâce à la recherche historique. Elle a déjà permis la documentation de 10'705 passages de la France en Suisse à travers Genève, mais aussi le refoulement de 8,5 pour cent des réfugiés (Ruth Fivaz-Silbermann). De manière similaire, l'accueil des réfugiés italiens dans le Canton du Tessin peut être situé dans le contexte des réseaux de solidarité tissus durant de longues années, à la fin du XIXe siècle et pendant l'époque fasciste. Mais il émerge aussi le processus de refoulement de la part d'un pays qui demeure fermement attaché à la représentation de sa neutralité (Nelly Valsangiacomo).
Nous espérons réaliser ce projet en croisant les regards sur les événements, les perceptions, les mémoires privées, les mémoires publiques, pour interroger le passé avec la conscience du présent.

NOTE

1 Ce texte a paru en italien et en anglais dans *«Comparare». Comparative European History Review* I, 1, 2001.